

9^E ÉDITION DU SALON AUTOWEST À ORAN

Les concessionnaires satisfaits de leurs taux de vente

La plupart des représentants de marques automobiles qui participent à la 9^e édition du Salon Autowest, qui se tient au Palais des expositions d'Oran jusqu'au 18 du mois en cours, assurent que leurs taux de vente de véhicules sont de nouveau en progression.

Les concessionnaires et les clients ont été contraints de s'adapter aux nouvelles mesures arrêtées par les pouvoirs publics dans le cadre de la loi de finances complémentaire (LFC) de 2009. «Que voulez-vous que je fasse ? Marié et père de famille, pour moi, l'achat d'un véhicule est une nécessité. Le crédit auto m'aurait offert un éventail de choix plus large, ce qui m'aurait permis d'acquérir un véhicule plus robuste et confortable», nous a confié un citoyen rencontré au Salon Autowest.

Pour réduire l'impact de l'annulation du crédit auto sur les particuliers, les représentants des marques de véhicules qui ont pris part à cette manifestation ont

été contraints à des réajustements de prix avec des réductions substantielles, certains ayant préféré, toutefois, opter pour des cadeaux.Pour la responsable commerciale de la marque Hyundai, représentée à Oran par la Sarl Boukamel, «si l'annulation du crédit auto a fait baisser relativement les ventes à un certain moment, il n'en demeure pas moins que la reprise a été rapide». Pour cette professionnelle du marketing, «les taux de vente se sont nettement améliorés, notamment concernant les petites berlines, conçues pour les bourses moyennes».

«La vente de véhicules par crédit bancaire ne représentait que 3% du total de nos ventes, et

la politique commerciale de la marque Nissan est basée sur d'autres principes», nous dira la responsable commerciale de la société représentant cette marque automobile japonaise, présente au Salon Autowest. Et d'expliquer que «pour satisfaire notre clientèle, nous avons appliqué des réductions assez importantes. Ainsi, à titre d'exemple, la Tida diesel est cédée, à l'occasion du Salon Autowest, au prix de celle à moteur à essence, soit une remise maximale».

Pour Renault et Peugeot, c'est la fidélité des Algériens à ces deux marques françaises qui fait marcher leurs affaires. Si Renault a préféré garder secrètes ses analyses relatives au marché auto en Algérie, le représentant de Peugeot à Oran n'a pas caché sa satisfaction et son optimisme par rapport à la progression des ventes enregistrée par sa société. Pour les représentants

de deux autres marques devenues depuis quelques années les plus populaires en Algérie, en raison des prix proposés, à savoir l'indienne Maruti et la chinoise Chery, les taux de vente sont encourageants, même si le responsable de cette dernière marque estime qu'il est prématuré de se prononcer sur ce volet.

A propos des véhicules de luxe, le responsable commerciale de la société représentant la marque Mercedes nous dira que«la vente de véhicules de luxe n'a jamais été basée sur les crédits bancaires. Nos clients payent cash et la seule chose qui nous préoccupe est la qualité de nos produits et de nos services». Et de souligner que «si la promulgation de la LFC 2009 a, certes, rendu l'importation des véhicules plus difficile, l'opération reste toujours abordable».

B. A.

MASCARA

Le projet IMDR achevé à Hachem

Le projet d'introduction du module de développement rural (IMDR) sur fond de méthodologie européenne «Leader» a été achevé dans la daïra de Hachem où ont été initiés comme au niveau des deux autres communes de Masmout et Zalamia des projets à caractère économique et associatif.

C'est une journée de partenariat entre le ministère de l'Agriculture algérien et une organisation non gouvernementale espagnole qui a permis de lancer celui-ci avec un financement à hauteur de 1 386 000 euros. Il a porté sur une période de 38 mois. Son exécutant est donc l'agence non gouvernementale CERAI (Centre d'études rurales et agriculture internationale). C'est le premier du genre en Algérie. Pourquoi le choix s'est-il porté sur Hachem ? M. Emanuel Ledet du CERAI, qui nous a entretenu ce dimanche sur site, nous expliquera que la daïra de Hachem, au demeurant déshéritée,

présentait certaines prédispositions pour la maturation de ce type de projet dont les objectifs étaient principalement d'aller vers ce monde rural afin d'en évaluer les aspirations au processus de développement et de les accompagner par une approche territoriale participative, ascendante et intégrée, afin que la population de cette contrée se prenne en charge dans le futur. Autour de celui-ci, les partenaires qui ont été le MADR, la DSA AECID, son bailleur de fonds et le CERAI ont donc activé pour qu'il prenne forme.

A ceci s'est intégré le comité exécutif du projet avec une composante de membres d'associations, de l'administration et de collectivités locales. Les préalables pour asseoir ce plan de développement à Hachem ont été les visites d'écoute, un prédiagnostic du territoire, une série d'enquêtes individuelles auprès d'un échantillon représentatif de la société et enfin une analyse bilan des actions mises en place. Le renforcement du tissu social est l'un des

objectifs que l'on s'est assignés avec une dynamisation socio-culturelle, formation d'animateurs du développement local et action de sensibilisation et de formation de la femme rurale.Au menu de ce projet de développement de la daïra de Hachem l'on recense également des actions vers l'apiculture, l'arboriculture, la cuniculture la fabrication d'aliments de bétail. A côté de ce projet, figurent d'autres à caractère collectif comme des cybercafés. Notre interlocuteur à qui reviendra le soin de conclure sur les enseignements de cette expérience nous dira qu'ont été effectuées des réalisations encourageantes avec des acteurs locaux qui ont agi et ceci demande à être poursuivi avec des associations qui sont devenues des partenaires fiables pour le lancement d'autres projets. Il est vrai que Hachem est quelque peu sorti de l'ornière avec l'introduction de l'IMDR venu compléter toutes les phases de développement initiées par l'Etat.

M. Meddber

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Réalisation d'un centre pénitentiaire de 2000 places

Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya des Bibans, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Belaïz, avait axé son contrôle sur trois points stratégiques, à savoir le projet colossal en cours de réalisation du nouvel établissement pénitentiaire d'une

capacité d'accueil de 2000 places, qui s'inscrit dans le cadre du programme d'urgence du président de la République au même titre que 12 autres pénitenciers répartis notamment sur les régions du Sud-Est et du Sud-Ouest accueillant entre 1 000 et 2 000 détenus chacun, un

siège de la cour et un autre d'un tribunal, «tous deux conformes aux normes internationales», rappellera le responsable.

Sur la question relative à la date d'extradition de Abdelmoumène Khalifa, il avait affirmé que le gouvernement britannique l'avait reportée pour le 29 janvier 2010. Dans la foulée, il profitera de l'occasion pour souligner qu'aucun cas de grippe A, de quelque ordre soit-il, n'a été signalé dans les prisons algériennes : «Toutes les mesures préventives ont été respectées à la lettre : eau désinfectée et propre, masques de protection et savon liquide», mentionne-t-il. Reconnaisant que la majorité des prisons algériennes sont surpeuplées, le garde des Sceaux fera allusion en outre à un énorme projet qui s'inscrit dans le cadre d'un programme complémentaire, ciblant l'édification de 68 petits établissements pénitentiaires, d'une capacité d'accueil de 200 à 300 places chacun. En mettant en exergue l'utilité de soumettre tous les nouveaux projets aux normes internationales d'humanisation, le ministre a insisté sur la nécessité de séparer les criminels notoires et dangereux des primo-détenus.

Saâdène Ammara

ACCIDENT
DE LA CIRCULATION
A GUELMA

Un mort et six blessés

Un accident de la route a eu lieu lundi dernier dans la localité de Bouriachi à quelques encablures de la ville de Bouchegouf, distante de 35 km du chef-lieu de la wilaya de Guelma. Une Mazda bâchée qui transportait cinq personnes à l'arrière et une Audi sont entrés en collision vers 7h du matin. Le chauffeur de la Mazda, 50 ans, a été tué sur le coup et six blessés dénombrés, tel était le premier bilan dressé par les services de la Protection civile, qui ont dépêché d'importants moyens sur place pour évacuer les victimes des deux véhicules. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de l'accident. L'excès de vitesse et le non-respect du code de la route restent de loin les causes principales des accidents de la route, qui ne cessent de faire des victimes.

N. Guergour

ALGER

196 enfants scolarisés sur 19 529 ont la scoliose idiopathique

Enfants scolarisés sur un échantillon de 19 529, suivant un cursus fondamental dans la capitale, souffrent d'une scoliose idiopathique (qui n'a pas de cause) contre 4 qui en avaient une cause, a affirmé lundi à Alger le Pr Houria Kassed, présidente de la Société algérienne de la médecine physique. Dans une déclaration à la presse en marge du congrès de la médecine physique et réadaptation fonctionnelle, le Pr Kassed a souligné que l'unique enquête menée, dans ce sens en Algérie, date de 1996, a montré que sur l'échantillon étudié, «868 élèves seulement ont été suivis à l'hôpital spécialisé d'Azur-Plage, dont 220 représentaient une déformation de 2^e degré et 196 souffraient d'une scoliose idiopathique contre 4 qui l'ont développée». «Nous avons constaté que sur les 1 874 enfants orientés vers les médecins spécialistes, 868 seulement ont suivi le conseil», a-t-elle précisé, appelant à la réalisation de recherches approfondies à l'échelle nationale pour trouver les causes de cette scoliose idiopathique. Le professeur a expliqué, en outre, que «8,9% ont eu un traitement conservateur, c'est-à-dire sans passer par le bloc opératoire contre 2,3% de cas chirurgicaux», soulignant que sur les 89,5% cas surveillés, «beaucoup ne le sont plus actuellement à cause du changement de domicile». «Nous devons suivre l'enfant depuis le début pour éviter que sa scoliose ne s'aggrave et, pour cela, nous devons faire des dépistages et un suivi approfondi sur lui», a-t-elle dit, précisant que l'enquête qu'elle a menée a duré trois mois, alors que le suivi des patients s'est étalé sur deux ans. Elle a déploré, par ailleurs, l'absence de travail d'équipe des services spécialisés, ainsi que des équipements pour faire face à cette maladie. Le Pr Meziane Amenouche, chef de service de l'établissement spécialisé d'Azur-Plage, a déploré, de son côté, la non-installation officielle du comité national de la scoliose, qui demeure, selon lui, «une priorité pour la prise en charge réelle de cette maladie qui atteint l'homme dès sa naissance». Estimant que la scoliose est un problème de santé publique qu'il faudra prendre en charge depuis sa découverte jusqu'à l'âge d'adulte, le Pr Amenouche a relevé l'importance du dépistage de cette maladie qu'il qualifie de «dangereuse» au niveau scolaire. «S'il est pris en charge très tôt, l'enfant peut être guéri et nous pouvons avoir des résultats très positifs, mais s'il est pris en charge tardivement, la guérison sera très difficile», a-t-il conclu.

APS